

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires,  
Service environnement, eau et forêt  
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 0068-02340

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société SUEZ RV OSIS SUD EST  
exploitant une installation de regroupement et traitement de déchets liquides dangereux  
à Toulouse**



Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L.172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 autorisant la société Suez RV Osis Sud Est, dont le siège social est situé au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse, à exploiter à cette même adresse une installation de regroupement et traitement de déchets liquides dangereux ;

Vu l'article 7.4.1.V de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé qui stipule : « *Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Un obturateur en sortie du séparateur d'hydrocarbures permet de contenir les eaux susceptibles d'être polluées. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :*

- *du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,*
- *du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 octobre 2019 relatif à la visite d'inspection du 10 septembre 2019 de l'installation de regroupement et traitement de déchets liquides dangereux exploitée par la société Suez RV Osis Sud Est à Toulouse ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La solution technique retenue par l'exploitant pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, qui consiste en la mise en place d'un barrage amovible « anti-inondation », n'est pas encore opérationnelle. Elle nécessite des travaux d'aménagement complémentaires, rehaussement du muret aux points bas des limites de site, qui sont à l'étude.
- L'exploitant n'a pas encore réévalué les besoins en eau préalablement à la mise en place d'un quelconque dispositif technique.

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.4.1.V de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé ;

Considérant que ce manquement avait déjà été constaté lors de l'inspection précédente effectuée le 1<sup>er</sup> octobre 2018 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Suez RV Osis Sud Est de respecter les dispositions susvisées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de la société Suez RV Osis Sud Est par courrier en date du 4 novembre 2019 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 novembre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>** – La société Suez RV Osis Sud Est, exploitant une installation de regroupement et traitement de déchets liquides dangereux au 18 impasse Didier Daurat sur la commune de Toulouse, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.4.1.V de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 susvisé.

**Art. 2.** – À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3.** - Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société Suez RV Osis Sud Est.

**Art. 4.** – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la notification. Le tribunal peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr>.

**Art. 5.** - En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Art. 6.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Suez RV Osis Sud Est.

Fait à Toulouse, le **06 DEC. 2019**

Par le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Denis OLAGNON